

Voilà chers amis, chers camarades. D'abord la première question qu'on pourrait poser - c'est pourquoi faire des réunions comme celle-ci. - Certes, ~~si~~ ce n'est pas la saison; vous êtes tous dans vos communes, avec des élections municipales et on comprend bien que moi-aussi <sup>avec ma veille</sup> je m'adive ~~avec les élections municipales~~. On comprend bien que chacun doit être dans son petit coin du territoire entre terre et ciel. Mais si nous avons organisé, et on n'a pas abusé, deux réunions; une à RENNES et une ici, c'est parce que je crois que les élections municipales, ~~c'est pas seulement pour discuter de la constitution des listes, des rapports entre socialistes et des communistes sur le plan national.~~ <sup>Dans</sup> pratiquement, ~~que~~ notre dialogue avec les journalistes que je salue et qui sont nombreux, ~~et~~ <sup>ce dernier</sup> c'est ~~le~~ sujet que l'on retient. Prenons garde de ne pas faire une espèce de bande dessinée sur les rapports entre les socialistes et les communistes. ~~C'est~~ tout de même nécessaire, puisque les élections municipales, c'est un grand débat national, ~~et~~ qu'on puisse savoir de ce les socialistes pensent, proposent à l'occasion de ces élections municipales. Et si nous avons organisé ces deux réunions, c'était une manière de <sup>d'avoir</sup> voir une tribune, de rencontrer des journalistes, pas nécessairement sur ces questions qui retiennent d'abord leur attention, peut-être la nôtre indirectement, mais pour parler d'autres sujets, c'est-à-dire de tous les sujets dont on discute dans les communes et plus largement dans les collectivités territoriales, c'est-à-dire les départements et les régions.

C'est pourquoi, je vous remercie très vivement d'avoir répondu à notre appel pour participer à ce débat. Alors, d'abord les journalistes, ceux de la région, ceux qui sont venus de PARIS, pour nous entendre discuter de ces problèmes, et ensuite vous qui avez l'expérienc

qui avez des responsabilités, qui êtes la FRANCE décentralisée, et avez dans tous ~~les~~ échelons, des responsabilités.

Alors cher Rodolphe, merci de nous accueillir.. C'est vrai que j'ai l'habitude de venir à VALENCE. J'en <sup>avais</sup> l'habitude, j'en garde l'habitude.. J'y suis venu avec des casquettes bien différentes.. Ici je suis votre président de la FNE<sup>RS</sup>, mais surtout le premier secrétaire du parti socialiste. Alors, merci, à toi, je sais ce que qu'il représente, Rodolphe, <sup>en tant que</sup> président du conseil général, maire de VALENCE, qui d'ailleurs n'a pas souhaité se représenter comme député pour laisser la place à d'autres, et organiser la décentralisation et respecter la règle <sup>du non</sup> du cumul des responsabilités.. En tous les cas, je lui dis tout mon amitié et le plaisir d'être ici; je le dis également à Maurice PIC qui est là, <sup>en tant que</sup> sénateur-maire de MONTELIMAR, dont je n'oublie pas la spécialité, puisqu'il a la gentillesse de me le rappeler à chaque fois qu'il y a le renouvellement de l'année.. En tous les cas, je n'oublie pas ~~de plus~~ <sup>que</sup> il a eu des responsabilités à la tête ~~d'ailleurs~~ de l'association des élus, du parti socialiste ~~Il y a~~ quelques années, et également des responsabilités ministérielles sur des sujets qui nous préoccupent. ~~et lui~~ doit certainement penser lorsqu'il nous écoute, lorsqu'il participera <sup>je</sup> aux débats, qu'il y a quand même bien des évolutions entre la France <sup>celle de</sup> du temps où <sup>quand</sup> il exerçait ses fonctions, et maintenant, au niveau des collectivités territoriales. Gérard GAU~~S~~, sénateur, que je salue également, que j'ai eu l'occasion de voir à PARIS et de retrouver ici; Henri MICHE député de la DROME; on se voit à PARIS mais on se retrouve aussi ici. À côté de ceux qui sont ici et de ce département que je salue, je veux dire à Augustin Bonnefaux qui a fait le voyage à Ariège dans la DROME, <sup>il est</sup> bien venu à ce colloque sur la coopération intercommunale

je salue également Alain Faure (?), député de la Drome et à \_\_\_\_\_, député de la DROME, que je salue également.

Je ne veux pas manquer à côté des élus tous les élus qui sont ici de saluer, de dire mon amitié au secrétaire fédéral général, Didier GUILLAUME, à Jean-Etienne LAFASQUE, qui est le président de l'union départementale des élus, à Jean BESSON qui en est le vice-président, et je crois le secrétaire général; et je ne manque pas de saluer Lucien Stalberg (?) qui est le vice président du conseil général, Maurice HANON et Jean BESSON. Oui, j'ai salué Alain FORT député de la DROME, qui est là et que j'ai reconnu salué tout à l'heure. Je vous salue tous.

Guy VADEPIED, que je vous présente à ceux qui sont dans cette tribune. Guy VADEPIED, le nouveau secrétaire général de la FNERS. J'ai exercé ces fonctions de président avec celui qui est actuellement mon directeur de cabinet et qui était le secrétaire général de la FNERS Gilles JOANTET, qui est devenu maintenant mon directeur de cabinet au parti socialiste. Et Guy VADEPIED qui a une solide expérience, qui est maire, qui était élu député, a bien voulu accepter cette fonction. Il est ici au milieu de nous, et c'est lui qui a en charge la vie de tous les jours de notre fédération des élus socialistes et républicains.

Charles DEPORTEBRE, <sup>avec nous</sup> est le vice-président. Il est depuis bien des années, chargé en particulier de tout le fonctionnement institutionnel de notre fédération des élus socialistes. Je suis heureux avec Alain CHOMARD, qui est l'ancien maire de NANTES, Jean Michel ROSENFELD, et Jocelyne Durlet qui a préparé ce colloque, et Charles Emile GUERIN qui a la charge des Communes de France. Vous connaissez Communes de France, c'est le mensuel des communes de la FNERS. Charles GUERIN en a la responsabilité; alors <sup>tout naturellement</sup>, j'imagine qu'il veut faire un reportage sur le colloque qui est aujourd'hui le nôtre.

En saluant tout à l'heure  
~~Voilà, tout à l'heure en saluant~~ les dames qui sont des  
élues, je me ~~défais~~ tient qu'il y a des élues ici dans la DROME. Alors  
je salue les nombreuses femmes qui participent à cette réunion et je  
leur dis que nous tenons bon pour que le quota soit respecté ~~de~~ sur la base  
de 30 % sur les listes. Je n'ai pas besoin de leur dire ~~que nous rencontrions~~  
~~rencontreront~~ quelques résistances, mais l'appel a été lancé.. Nous  
insistons beaucoup, ~~et il est absolument essentiel que~~ le parti  
socialiste ~~qui~~ a une obligation statutaire de 20 % de représenta-  
tions de femmes sur ~~les~~ listes ~~nous~~ avons fixée à 30 %, parce  
que lorsqu'il s'agit de liste à la proportionnelle, c'est beaucoup  
plus facile à réaliser.. Nous l'avions fait pour les élections  
européennes la dernière fois et nous l'avons respecté. ~~Et~~ Cette  
fois ici, nous devons aussi le respecter. En tous les cas, je fais  
une vive pression, ~~en tant que~~ premier secrétaire, pour que cette obligation  
que le parti socialiste s'est donnée et que la FNERS s'est ~~donnée~~,  
soit respectée. Vous savez, ~~il n'y a pas de raison d'ailleurs, il~~  
y a là une évolution considérable de la société; l'humanité est faite  
comme ça, de la moitié d'hommes et de la moitié ~~femmes~~, enfin à peu  
près.. Et bien, il faut la respecter en ce qui concerne les listes..  
Il est vrai que cela ~~ne s'est pas présenté aussi~~ pendant de longues années,  
je dirais ~~même~~ de longs siècles.. Mais c'est une évolution qui ~~d'ailleurs~~  
touche tous les pays, aussi bien au Nord, <sup>qu'</sup> au Sud, <sup>ou à</sup> l'est <sup>et</sup> l'ouest.  
Nous nous devrons faire face à cette évolution et ~~et~~ associer par  
conséquent, les femmes de plus en plus nombreuses. Je sais que j'ai  
participé à une émission de télévision où les femmes ~~parlèrent~~ <sup>ne semblaient pas</sup> d'accord  
avec les quotas, ~~sauf sans doute~~ <sup>exceptée</sup> les socialistes.. Les autres organisa-  
tions ne veulent pas entendre parler des quotas. Très bien, ils font  
ce qu'ils veulent! Enfin, ils font ce qu'ils veulent, mais moi je prend  
rendez-vous. Pourquoi des quotas? Bien entendu, il <sup>vaudrait</sup> peut être  
mieux ne pas utiliser ~~des quotas~~; ça fait plaisir de le rappeler. Mais  
avou à les

nécessairement

j'estime que ce n'est pas la meilleure politique, que de dire que vous allez devoir prendre obligatoirement 30 % de femmes en situation d'être éligibles sur vos listes. Mais comment faire autrement? Si on ne fait pas ça, il n'y en aura pas 10 %. Et vous verrez que le parti socialiste, s'il veut en avoir 30 %, demain 40 %, ~~allez comme cela~~ jusqu'à ~~devenu~~ à ce que l'on prenne l'habitude de voir pratiquement autant d'hommes que de femmes, ~~très naturellement et sans obligation, il faudra~~ pendant des années ~~et bien avoir~~ respecter une décision collective qui soit appliquée sur le plan local et qui se traduise par conséquent par ces quotas. En tous les cas, c'est une des caractéristiques de ces élections municipales que de vous demander de le respecter.

Alors Pour le reste, voyons les autres problèmes. Les élections municipales ~~sont~~ sont les plus belles des élections. Personne ne va le ~~démentir~~ ici, se sont les plus chaudes, se sont les plus passionnantes, les plus passionnées. Les français considèrent que cela concerne leur ville, que cela concerne leur village, ils sont très attachés à leur ville, ils sont très attachés à leur village. En plus de cela, je dois dire qu'ils établissent, ~~les maires ont bien de la chance,~~ avec leur maire, ~~mais aussi avec~~ ~~pas seulement avec leur maire,~~ leurs adjoints, leurs conseillers municipaux ~~et avec leurs élus,~~ une relation tout à fait particulière, et très française. Ce n'est pas dans tous les pays qu'il y a la même relation entre les citoyens et les citoyenne et le maire. Je connais des pays où ~~finalement~~ le maire est un chef d'entreprise qui dirige ~~la~~ <sup>sa</sup> commune, ~~Il n'y a même pas de lieu;~~ ~~des~~ services municipaux s'installent <sup>un peu</sup> ~~importe où;~~ il n'y a pas ce territoire ~~qui est~~ la mairie, il n'y a pas cette considération: ~~car on sait~~ que ~~les français quand on leur pose la question, je m'en excuse auprès des députés, je m'en excuse auprès des sénateurs, et je m'en excuse~~ Dans l'esprit des français, je m'en excuse par avance auprès des sénateurs et des députés, le maire, c'est autre chose!

auprès de ceux qui ont d'autres fonctions, je sais, je suis aussi député, député, très bien, c'est souvent important, mais enfin, et le maire c'est autre chose. Cela représente une <sup>je</sup> entité, en compagnie <sup>de</sup> le maire et les élus, des élus communaux. Etre maire, c'est un peu être un chef d'entreprise, mais c'est en même temps faire partie de la famille. Et puis, peut-être une espèce d'instance, d'arbitrage, lorsqu'il y a des difficultés dans la commune. C'est pourquoi, ces élections sont importantes, et c'est <sup>ce qui explique que</sup> pour <sup>parfois</sup>, il y a un tel décalage entre quelquefois les résultats des élections municipales et les élections politiques. Ah, vos problèmes avec les communistes auraient été beaucoup plus simples, si on pouvait dire d'une élection municipale, <sup>qui est</sup> comme une élection législative, <sup>ou</sup> c'est comme une élection cantonale, <sup>ou</sup> c'est comme les élections régionales. Ce n'est pas vrai, parce que l'autorité d'un maire fait basculer les résultats. Et nous, nous voyons actuellement à travers les sondages, que quelquefois dans certaines villes, les socialistes <sup>qui perdent</sup> ayant 15 points, 20 points d'avance à toutes les autres élections, <sup>n'ont pas nécessairement la majorité aux élections municipales.</sup> le maire étant communiste ayant une influence, les gens continueront à voter ou ont tendance à voter pour la même liste, <sup>puisqu'ils veulent garder leur maire.</sup> Je parle d'un maire communiste, mais je pourrai dire la même chose d'un maire socialiste. Je pourrais même dire la même chose des maires de droite; c'est le même phénomène. Il y a un coefficient personnel du maire qui <sup>intervient directement</sup> compte beaucoup dans ces élections. Alors on peut se dire que La FRANCE ne change pas beaucoup, ou que <sup>que</sup> sur ce plan-là, elle est très attachée à <sup>sa</sup> ces mairies, à <sup>sa</sup> place publique, à <sup>sa</sup> clocher, à <sup>sa</sup> mairie, <sup>je n'en suis pas sûr de l'en tenir là :</sup> ça ne serait pas juste de dire cela, les communes s'adaptent à la vie, changent énormément et les élus accompagnent bien ce mouvement. Je veux dire qu'ils sont conservateurs, qu'ils retardent l'essor de leur

commune, ~~l'adaptation à un monde qu'ils ne cessent de changer~~, donc  
Ils s'adaptent. D'abord, ils s'adaptent pour une raison, c'est la  
décentralisation. Moi, j'étais un passionné de la décentralisation.  
Je suis venu ici à VALENCE, ~~mais j'en~~ ai rencontré d'autres ~~des~~ pas-  
sionnés de la décentralisation, le maire, en particulier ~~de VALENCE~~.  
~~Mais~~ Il y en avait bien d'autres qui sont dans cette salle. Mais  
il n'est pas acceptable, qu'<sup>ai</sup> il n'y ~~est~~ pas dans chaque <sup>région</sup> ~~département~~,  
un fils ou une fille du département qui soit le premier. Vous vous  
souvenez, c'était mon discours; <sup>il n'est</sup> pas acceptable que dans une région  
il n'y <sup>ai</sup> ~~est~~ pas un fils ou une fille de la région qui <sup>ne</sup> soit le premier.  
~~à regarder~~, On ~~est~~ <sup>était</sup> tellement <sup>habitué</sup> à voir le préfet, ~~la~~ tutelle du gouverne-  
ment. Ben c'est tout, ! Le gouvernement est passé par là, : ça <sup>a été</sup> étaient les  
lois de décentralisation établies avec Gaston DEFERRE, pour qui  
j'ai une pensée. Et c'est un fantastique mouvement; et les maires,  
on les a émancipés, même ~~celui~~ <sup>ceux</sup> qui <sup>avaient</sup> avait le plus de caractère, ~~ils~~  
étaient à l'ombre de la casquette du préfet. Ils faisaient quelque  
chose inconsciemment - le préfet ~~qu'est ce qu'il va dire, qu'est ce~~ <sup>qu'allait-il</sup>  
~~qu'il va faire~~; il avait la possibilité de refuser une décision du  
conseil municipal, ~~il avait la possibilité de retarder, il avait le~~  
pouvoir sur le conseil général, ~~il avait le pouvoir sur la région,~~  
~~il avait le pouvoir sur les communes et même les plus grandes communes,~~  
et il devait nécessairement accepter la loi du préfet, la loi du  
gouvernement. C'est terminé maintenant. On a même vu tout à l'heure  
le maire de VALENCE, président du conseil général, réclamait pour  
son préfet, représentant du gouvernement, des collaborateurs de talent,  
pour dire : il faut <sup>au</sup> qu'il y ~~est~~ un équilibre dans le dialogue entre  
les collectivités territoriales et l'état. C'est fantastique! alors  
maintenant, ~~on assiste au niveau des communes~~, c'est un mouvement qui  
ne va pas s'arrêter, il va prendre de plus en plus d'ampleur, ~~on~~  
~~assiste au niveau des communes, à ce que des maires par leur personnalité~~

eh bien, parce que tous les maires font ça. Le maître mot maintenant, c'est le développement des communes,. Qu'on soit maire d'un village ou que l'on soit maire d'une commune, il faut à tout prix en assumer le développement,. Eh bien, ils s'impliquent. et non seulement ils s'impliquent. - Ils <sup>y en</sup> a qui font de la pub dans les journaux ~~ils font de la pub~~ dans les revues. ("ma ville est intelligente, ma ville est passionnante, ma ville est culturelle, ma ville est la plus belle") et par conséquent, ça, c'est au sud,. Mais au nord, on fait la même chose. Je crois <sup>que</sup> d'une certaine manière, ~~il s'agit là~~ d'un fantastique mouvement. Ce sont des élus qui sont émancipés, qui se sentent maîtres avec leurs citoyens et leurs citoyennes, ~~avec leur ville~~ ~~et~~ qu'ils veulent développer. Quand je dis ville, je <sup>pourrais tout dire</sup> ~~dirais~~ aussi bien, village. C'est dans ce très grand mouvement de décentralisation qui va continuer, que nous devons nous inscrire. Nous devons aller jusqu'au bout de la logique de la décentralisation; je ne manque jamais de le rappeler au premier ministre qui était un décentralisateur, quand il avait 20 ans, et qu'il l'est resté et je suis persuadé que le moment venu, on ira encore plus loin dans l'application de la décentralisation, qui doit aller de paire avec une grande politique d'aménagement du territoire. Alors, la décentralisation, ~~tout à l'heure, vous savez~~ on pourrait s'arrêter et en discuter, mais ce n'est pas notre sujet. Lorsque Mr Rodolphe ~~FATSE~~ dit, l'état donne 30 % ou 40 % de subventions, la région donne 10 %, le département 10 %, la commune, ~~ben ça dépend~~, alors, c'est la bagarre <sup>pour</sup> de savoir qui doit inaugurer. Je vous rappelle que la logique de la décentralisation, ~~on n'y est pas, mais il faut aller vers ça~~, ce n'est pas l'état qui donne 10 % au département, qui donne 20 % à la région, qui donne 30 % à la commune <sup>qui</sup> donne le reste. C'est les responsabilités distinctes entre ~~les collectivités territoriales~~ <sup>de</sup> l'état et <sup>de</sup> chacune des collectivités territoriales, quiassument ces compétences pleinement, en assurant l'essentiel du financement. C'est ça la décentralisation.

Et un jour viendra, où les régions, c'est  
les régions qui financent les lycées, et un jour viendra où si c'est  
les communes ou les départements qui eux ont la compétence pour les  
collèges, et les départements qui financent les collèges. Et ils  
mènent la politique comme ils l'entendent. C'est ça la responsabilité.  
Ils n'ont pas besoin d'aller chercher des financements complémentaires.  
Ils ont le budget pour cela. et on ne croise pas toujours les crédits  
comme on le fait maintenant. Le croisement des crédits comme on le  
fait maintenant constitue une survivance de l'ancien régime, c'est à dire  
celui qu'on connaît avant la décentralisation. Et il faut avancer,  
ou on mettra des années pour arriver à ce résultat. que des collectivi-  
tés territoriales auront des compétences fortes, auront des budgets  
adaptés, auront par conséquent des financements qu'elles assumeront  
en pleine et entière responsabilité. A côté de ce mouvement de décen-  
tralisation, quelle est l'autre mouvement qui est considérable et qui  
est en train de changer énormément la carte des communes? ~~deuxième~~ C'est  
le grand mouvement de migration vers la ville. Ça, c'est un mouvement  
aussi. Il n'est du pouvoir de personne d'arrêter ce mouvement. On peut  
certes prendre un certain nombre de décisions pour l'atténuer. On peut  
se dire que c'est trop rapide; il a d'ailleurs été très fort pen-  
dant 20 ans, il se ralentit un petit peu, mais c'est un mouvement continu.  
Comment serait-il autrement? ~~Toute~~. Rassemblez vos souvenirs. Moi,  
j'ai ma propre grand-mère qui disait avant les villages, avant la  
guerre mondiale et après la guerre de 14-18, cela n'avait plus été comme  
avant. Ce est un mouvement qui n'a pas commencé il y a dix ans, toutefois  
c'est un mouvement qui a commencé depuis le début du siècle, le ras-  
semblement dans les villes. Et c'est un mouvement qui est fort. Les  
agriculteurs qui tiennent le territoire, qui ont été l'élément essen-  
tiel de nos villages, mais diminuent, <sup>en nombre</sup> ont représenté plus de 20 %

bientôt

de la population, les vont passer à moins de 10 % et on pense les stabiliser à 6 - 7 %. Voilà au moins la situation, je ne sais pas rapidement. Il faut réagir contre ça et c'est la situation, c'est un immense mouvement qui est lancé, alors la FRANCE rurale se dépeuple, et va vers la ville. Est ce que c'est uniquement un mouvement français ? Pas du tout, c'est ainsi dans toutes les communes d'Europe, et je dirais même que c'est un phénomène universel qui montre l'unité du monde.

Quand on va dans le sud, dans les pays du tiers monde, c'est le même phénomène, ~~qui se produit~~, des ~~gens~~ quittent la brousse ~~depuis~~ ~~des~~ ~~des~~ ~~des~~ des années, et ils vont, dans des conditions incroyables, grossir des villes tentaculaires.

Est ce qu'ils sont plus heureux dans ces villes ? Je ne le pense pas. Le problème n'est pas là n'est pas le problème de porter un jugement, c'est de voir ce mouvement extraordinaire, qui aussi bien à l'est, à l'ouest, au nord qu'au sud, fait qu'on va vers la ville. Et c'est ainsi que on va terminer ce siècle, avec 80-85 % de la population qui ~~sont~~ <sup>se regroupe</sup> dans les villes. C'est un fait de civilisation extraordinaire que des hommes et des femmes qui ont vécus depuis des temps immémoriaux ~~au milieu de la nature~~, dans leur milieu naturel, quittent leur milieu naturel pour retrouver ~~aller dans~~ la ville, qui est quand même un milieu artificiel, entièrement construit par l'homme, où l'homme doit retrouver sur les murs de la ville, le reflet de son imagination, le reflet de ses pensées, le reflet de ses fantasmes. Et c'est pourquoi la ville est si importante à créer. Actuellement on est au moyen âge <sup>encore</sup> dans la <sup>se concevoir</sup> création des villes. Il faudra trouver des villes qui permettent l'épanouissement, et qui permettent aux hommes et aux femmes d'y vivre dans de meilleures conditions. <sup>que celles dans lesquelles nous vivons</sup> qu'on y vit actuellement, bien qu'on ~~ait~~ fait des progrès considérables.

Dixième phénomène. Si on ne tient pas compte de ça, ~~ben~~ on se casse la figure, on n'accompagne pas l'évolution.. Ça ne veut pas dire que <sup>fallait</sup> il faut l'accepter, il faut quelquefois même la contrarier. ~~Moi, je considère que la FRANCE natale,~~ On a des mesures à faire pour contrarier le mouvement des départs vers les villes, mais il faut savoir qu'il y a là un mouvement qui est en place depuis des années; il faut savoir comment on peut y résister.

Le Troisième mouvement qu'il faut connaître pour aborder ces questions, c'est l'EUROPE. J'ai ici une carte qu'on devrait distribuer. Bien entendu, ~~que~~ la carte économique européenne va beaucoup changer. L'EUROPE, on en parle comme ça, on va faire l'EUROPE, et puis bravo, applaudissons. Allez voir tout ce qui va intervenir. Moi, je suis européen, convaincu, c'est une chance, c'est une force, <sup>qui</sup> on créera des emplois, <sup>qui</sup> on est déjà la première puissance commerciale du monde.. On peut devenir une des grandes puissances et pourquoi pas la première, ~~pas encore~~ sur le plan de la technologie, <sup>et</sup> sur le plan de l'industrie, à condition de faire l'EUROPE. Mais ~~l'EUROPE~~, regardez <sup>son</sup> centre de gravité, ~~vous allez avoir un centre de gravité~~: ce qui est en rouge, c'est la zone très forte, mais <sup>qui ne contient pas</sup> pas de pressions économiques, c'est-à-dire <sup>cette</sup> là où auront tendance à s'accumuler les richesses. Voyez ~~avec une~~ ligne <sup>Dollar</sup> et ce qui est en quadrillé. Ce sont des régions qui vont s'élèver,. Voyez comment de MILAN à ROME, vous avez une zone qui va s'accélérer et se développer. On imagine facilement que là ~~de~~ sera concentrée la force industrielle et économique, et puis autour bien entendu, en jaune vous avez des grandes régions qui seront des régions de haute pression, c'est-à-dire de grand développement économique. ~~vous y êtes, ça c'est LYON~~, Cette ligne ~~qui~~ traverse la FRANCE et ~~qui~~ va du HAVRE, ~~vous~~ ~~voyez ici~~, jusqu'à MARSEILLE. Toute cette partie qui est ~~par conséquent~~ sur la droite est une zone de développement.. Par contre, de gros problèmes

peuvent se produire les régions avec ceux qui sont sur la gauche. Lorsque je regarde cette carte, comme vous la regardez, ~~je constate la reproduction~~ et vous avez du même phénomène bien entendu au-delà de PRAGUE, et de BERLIN. Ce sont des évolutions qu'il faut savoir prendre en compte. Alors, à partir de ce que je viens de vous dire, ~~concernant~~ <sup>et par voie de conséquence</sup> l'évolution du monde ~~et donc l'évolution~~ de la FRANCE, il faut nous organiser. Nous avons fait des propositions pour nous organiser, et s'organiser ~~est quoi faire~~, c'est se préoccuper des problèmes de coopération intercommunale.

J'aurais pu vous parler de bien d'autres problèmes, mais ~~ferai~~ je ne le fais pas, tel n'est pas mon sujet. Je sais que ~~cela vous préoccupera au plus haut point~~ la réforme de la fiscalité, la réforme de la fiscalité, bien entendu, la révision des bases pour la taxe foncière, une taxe d'habitation qui tienne compte des revenus, ~~constitue une grande réforme~~ et difficile réforme. Le statut de l'élu, c'est dans notre programme, il est indispensable. Être élu maintenant, c'est offrir à sa commune une très grande disponibilité. ~~sa disponibilité~~ Dans les élus doivent régulièrement est indispensable, moi, j'ai mes élus de ma ville, j'ai tellement ~~participer à toutes sortes de manifestations~~, qui doivent représenter le maire, prendre part à toutes sortes de manifestations, et surtout, qui doivent régulièrement aux participer à tellement de commissions de maintenant de toutes natures. Pour ces raisons, il sont ~~qui sont obligés de s'absenter de leur travail~~ et ~~qui sont motivées~~. C'est tout de même pas réglementer ces absences pour aller à la ~~chasse~~ DUCASS, qu'ils ne sont pas à leur travail, c'est tout simplement pour prendre en charge leur ville. Alors, dans ces conditions, il est nécessaire d'étudier <sup>Revenons à présent</sup> en doit avoir un statut d'élu, un statut qui soit adapté. Coopération intercommunale, notre sujet, et bien, ~~Alors que la FRANCE rurale perd des habitants, on se concentre dans les villes, la FRANCE de la révolution, la FRANCE pourtant dont on dit qu'elle aime des constitutions la FRANCE dont on dit qu'elle aime faire des réformes, quelquefois~~

On dit souvent que Pierre MAUROY a fait beaucoup de réformes sur la décentralisation. Mais je n'en ai pas fait suffisamment. Voilà, je suis au regret. On aurait dû aller plus loin, dans le domaine de la coopération intercommunale. Si ce point, nous sommes en retard sur d'autres pays de la communauté européenne. Si nous ne sommes pas à jour en ce qui concerne notre de villes et de villages par rapport aux autres villes, aux autres pays européens nous rencontrons beaucoup de difficultés. En 1992-93 et dans les années qui vont suivre, ce sera un dur réveil si nous ne sommes pas capables de prendre des décisions. dans les années qui viennent, alors, de quoi s'agit-il ? Nous avons 36 000 communes, dont ces 36 000 communes, 22 000 ont moins de 600 ou 700 habitants. Vous nous rendez compte, 22 000 communes de moins de 600 habitants ! Dans les autres communes, on trouve une association des maires, une association des grandes villes, une association des villes moyennes, une association des villes de banlieu, une association bientôt de villes centres. ! Où va-t-on ? Tout cela est un quadrillage qui ne permet pas l'efficacité souhaitée et souhaitable. Dans tous les autres pays, des réformes ont été faites, dans tout l'ESPAGNE notamment il y a peu de temps, EN ITALIE pas un village, pas une commune de moins de 5 000 habitants. EN ITALIE, il n'y pas une commune de moins de 8 000 habitants en ALLEMAGNE, pas une ville de moins de 40 000 habitants. EN GRANDE BRETAGNE. Les gens disent, ce n'est pas possible. On ne peut pas faire vivre en dessous d'un certain seuil, ce qui est vrai donc économiquement. Il est indispensable de créer des unités; eux ont créé des communes. Et la BELGIQUE, ils ont été capables de faire une véritable révolution. moi j'avais à côté de LILLE, la ville de TOURNAI, qui tournaît un peu de l'oeil depuis des années avec 20 000 habitants, ses s'est transformée subitement en une agglomération comprenant 80 000 habitants, par décision législative et application de la loi, est devenue une ville englobée de tous les villages, autour 80 000 habitants à TOURNAI progressivement en train de reprendre une prospérité qui avait été oubliée. Alors, vous

nous croyez que la FRANCE ~~avec ses~~ et ses 36 000 communes, en l'état actuel des choses, si elle reste comme elle ~~est~~ pourra véritablement affronter ce choc? Et les villes.. Regardez la puissance des villes allemandes, la puissance des villes italiennes, des villes espagnoles.. On ne parle plus de la CATALOGNE, mais on parle de BARCELONE; on ne parle plus de la LOMBARDIE ~~on parle~~ mais de MILAN.. Et ces villes à elles toutes seules sont bien plus puissantes que des états qui battent pavillon aux nations unies, bien plus puissantes. ~~mais~~ <sup>Prenez l'exemple de</sup> Moi, quand je me rends à COLOGNE qui est ma ville jumelée, vraiment puissances industrielles, puissances économiques, jumelages avec

20 ~~villes~~ villes dans le monde. Sitôt qu'un jumelage a eu lieu j'ai dit à mon ami, le maire de COLOGNE, ~~je l'aurai dans~~ c'est un peu de faire des jumelages comme ça, ~~et~~ <sup>qu'ensuite,</sup> jusqu'à ~~la~~ <sup>à</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~mais~~ <sup>rencontrer</sup> que cela constituait en fait des jumelages, ~~et~~ <sup>et</sup> un élément de ~~la~~ <sup>la</sup> prospérité. Sitôt qu'il a fait un jumelage, il prend l' <sup>prospecte</sup> ~~avion~~ <sup>dans laquelle, il</sup> des zones industrielles, des chefs d'entreprise. et le voilà parti! Il arrive ~~dit~~ <sup>à</sup> amitié et demande ~~au tout~~ <sup>après il dit</sup> "qu'est ce que vous voulez acheter? qu'est ce que

vous voulez vendre?" Ne croyez pas que la force économique de l'ALLEMAGNE repose sur soit uniquement son industrie. ~~elles~~, mais bien entendu. Son gouvernement. Il y a dans ses villes et leur capacités de rayonnement et d'initiative qui sont bien au dessus de nous. C'est ce qui se fait également en FRANCE, mais peut être pas suffisamment

Alors Voilà le problème posé. alors à partir de problème posé, bien très rapidement. Je présente un peu le tableau <sup>la situation dans la volonté de</sup> en le contrastant fort pour motiver votre conviction qui est chancelante chez les socialistes et chez les français, et chez tous les élus d'ailleurs. Mais des progrès considérables ont été faits. Moi j'ai été très heureux d'être le président de la FNSER avant d'être ~~le~~ premier secrétaire du parti socialiste. En organisant des liste, d'avoir fait le tour de FRANCE, si nous avons fait des réunions régionales, et que ~~c'est ce que nous avons constaté, eh bien, j'ai constaté~~ ceux qui représentaient la France dans les villages, ce qui représentait la FRANCE, ils avaient parfaitement conscience de ce problème. Parfaitement conscience, que

cela ne ~~peut~~ pas continuer comme cela. Qu'on ne ~~peut~~ animier une commune avec ~~uniquement~~ un budget de misère, et qu'au-delà des responsabilités des élus, il faut aller plus loin que de ce l'on a fait. Alors que faire, j'ai dit 36 000 communes; j'ai dit les autres qui ont pris des décisions autoritaires en ne permettant pas aux communes ~~qui sont~~ en-dessous d'un certain seuil de vivre. Ce n'est pas ce que je propose. ~~Et le parti socialiste propose même le contraire !~~ Un tel agissement ~~que le parti socialiste propose de façon contraire,~~ sa fait partie de la personnalité française. Il faut bien aussi que les pays soient différents. La FRANCE reste attachée à ses communes. Il n'est pas Vné le ministre, ou le premier ministre ou Vle président de la république qui pourra dire « la FRANCE a 36 000 communes ». En bien, nous allons faire une loi pour qu'il n'en est plus que 10 000. D'ailleurs, pourquoi ~~ça~~ c'est l'héritage de la révolution de 89, et ce n'est pas alors qu'on fête le bicentenaire ~~de cette~~ révolution que nous allons faire une proposition pour gommer « effacer » les communes, et « gommer » leur identité. En plus, de ça pourquoi ~~on~~ le ferait ? Dans chaque commune, il y a au moins 10 élus qui sont des agents bénévoles de la République. Alors Moi, je salue ces hussards tricolores, ces 500 000 hussards tricolores qui sont au service de la nation et de la République, et il faut les garder. Seulement, si nous gardons toutes nos communes, il faut mieux les organiser. Voilà le problème. Ca passe par la coopération inter-communale. Alors la coopération intercommunale, qu'est ce que cela signifie sur le plan des villes ? Ça se pose déjà sur le plan des villes. Sur les villes, il faut faire des ensembles; il faut garder la ville et avoir une structure au-dessus. Il faut établir un pouvoir d'agglomération de façon à ce que l'on puisse mieux régler le problème de la ville centre, et des villes de banlieu et des villes de périphéries. Et ça ce n'est pas seulement vrai pour

les villes les plus importantes, grosses, les plus grandes, ce n'est pas seulement vrai pour LILLE, ce n'est pas seulement vrai pour LYON, pour BORDEAUX, ou pour TOULOUSE. C'est vrai aussi pour des villes moyennes qui possèdent qui ont autour de également la ville moyenne il y a une ville centre. Autour de la ville moyenne, il a d'autres villes qui sont les villes de, je ne peux pas dire de banlieue de la ville moyenne, cela ne se dit pas, mais qui sont des villes limitrophes. de la ville moyenne. Or, on nous dit, mais il y a qui C'est des syndicats, il y a des districts. Vrai, et c'est très bien. C'est un mouvement qu'il faut encourager. Seulement, il faudrait sans doute

créer une forme de coopération qui soit plus cohérente encore, qui accentue favorant un programme de la cohérence et donne davantage de moyens, et permet par conséquent développement au niveau de l'agglomération.

des communautés urbaines, ce n'est toujours pas facile. En témoigne les communautés urbaines de LILLE, la communauté urbaine de LYON. C'est pas facile non plus, mais naturellement ce n'est pas si facile. Nous, nous avons 87 communes, au-dessus de ces 87 communes au deuxième degré, on met une structure qui existe une assemblée, qui est l'assemblé communautaire. Il faut vivre comme ça! Ce n'est pas simple, seulement jamais on aurait eu le métro à LILLE si on n'avait pas eu la communauté urbaine. Jamais on assistera au développement de LILLE et des 87 communes s'il n'y avait pas eu la communauté urbaine. Et maintenant que l'EUROPE est là, frappant à notre porte avec le TGV et avec le tunnel sous-la manche, jamais nous ne pourrions relever le défi du destin pour être capables d'une très grande expansion dans les prochaines années, si nous n'avons pas nos villes, et au deuxième degré la communauté urbaine. Ce qu'il faut, c'est que les communes urbaines aient une moindre compétence, elles en ont, on leur a donné trop. Il faut respecter la ville, il faut que la ville ait davantage de compétences, toutes les compétences humaines. Au premier degré, on est les élus élus du peuple. Ce n'est pas aux deuxièmes de garder le contact avec le peuple. Mais par contre, il faut donner à ces organismes de coopération,

le pouvoir concernant  
et bien la responsabilité et la dimension que peut ou peut  
de la ville ne pas avoir.

extraordinaire! On ne fait pas la même chose au niveau d'une ville de 200 000 habitants comme la mienne, qu'au niveau à celui d'un million qui compte 1 000 000 habitants. Ce n'est pas la communauté urbaine de LILLE! Extraordinaire bon sens, c'est pas le même budget! Quand il s'agit de faire des boulevards périphériques, quand il s'agit de faire des liaisons routières, à l'intérieur d'un ensemble de l'agglomération, extrêmement combien cela coûte la ville ne peut pas l'entreprendre. Si vous êtes rassemblés, vous pourrez le faire. Ce que je dis là, c'est parce que je parle de mon expérience, mais je pourrais parler de LYON, je pourrais parler de BORDEAUX; c'est la même chose. Extrême Dans des villes moyennes qui nécessitent l'exécution de travaux urgents, les moyens manquent souvent au niveau où il y a pourtant des travaux d'urgence qui devraient être faits, ils de la ville centre, empêchent leur déroulement normal. Pour avoir des moyens, il faudrait se rassembler au niveau de la ville centre. On en aurait des moyens si on réunissait davantage de personnes et rassembler au niveau de l'agglomération. Alors je crois que dans ce domaine là, il faut imaginer, alors il faut discuter. Moi, je ne viens pas vous dire que le parti ne vient pas vous dire qu'il faut créer des communautés urbaines partout. La communauté urbaine telles qu'elles existent maintenant, je vous ai dit sans doute qu'il convient d'affiner la communauté urbaine. - Quelle est la différence entre une communauté urbaine et un district ou un syndicat? C'est qu'il y a davantage de cohérence dans la mesure où ce n'est pas seulement une compétence qui est déléguée, c'est un ensemble de compétences. Et cet ensemble de compétence on ne peut pas y revenir. Ces délégués, établissent une cohérence et par conséquent ça permet davantage de développement. Bien entendu, il faudra aussi les démocratiser, et nous posons le problème de dire que les délégués et les conseillers communautaires devront élus au suffrage universel. Pas demain, mais dans les six ans qui viennent. Il faut préparer cette évolution. Et si on faisait ça, on garderait nos communes.

Je parle toujours de la FRANCE citadine. On garde nos villes et on y est attaché. Nous, ~~est~~ à LILLE, ~~et~~ on est différent des Roubaisiens. ~~puis~~ Les Roubaisiens vous diront qu'ils sont différents des Lillois. Les français, ~~sont~~ <sup>sont</sup> comme ça. Par contre si ~~on est~~ nous sommes différents, ~~est~~ nous n'en formons pas moins une réelle entité. ~~vraie, tout de même on forme une telle antiquité~~ Il faut tout même savoir être ensemble pour avoir un véritable pouvoir d'agglomération.

Je parle de chez moi, parce que, je n'ai pas voulu mettre d'autres en difficulté. Mais je pourrais <sup>tout</sup> aussi bien parler de telle ou telle ville ~~sans doute de chez vous, ou de telle ou telle ville c'est à dire~~ du reste de la FRANCE. Je crois, ~~et ce n'est pas pour m'attirer des foudres, pour ne pas m'exprimer sur un sujet que je connais très mal,~~ ou je dominerais mal, que je m'aventure pas dans des autres villes. ~~je vaudrais vous convaincre de~~ ce n'est pas normal que les communautés urbaines créées ~~il y a maintenant 20 ans, il y en a eu 5 au~~ départ; ~~6 même~~ ~~il y en a 9~~ je pense. Autrement dit, Cela ne se fait pas naturellement, ces rassemblements pour établir un pouvoir d'agglomération. ~~et~~ Nous, socialistes, nous pensons qu'on ne doit pas le faire d'une façon autoritaire. Alors, Il faut des gens qui ~~avent~~ <sup>ont</sup> un peu de flamme pour essayer de convaincre les autres, et je souhaite que vous ~~deviez~~ <sup>soyez</sup> ces gens <sup>persuadés</sup> flamboyés, qui portent cette conviction de la nécessité de cette coopération intercommunale. Alors, J'ai parlé de la FRANCE citadine, mais C'est la même chose ~~et~~ en ce qui concerne la FRANCE rurale. ~~Il y a là aussi un risque de~~ ~~FRANCE rurale, si on laisse faire, c'est la déperdition. c'est les villes peuvent très bien~~ ~~qui vont perdre leur substance, et qui vont disparaître, parce que beaucoup d'entre eux disparaissent par la force des choses au bout de, dans 50 ans, voir dans un siècle.~~ <sup>En réalité, nous devons</sup> alors ~~qui au contraire il faut~~ revitaliser la FRANCE rurale. Il y a des activités qui doivent pouvoir reprendre, qui doivent pouvoir <sup>se créer</sup> s'installer; il y a des expériences formidables qui sont actuellement menées. ~~et~~, Je les ai suivies <sup>en tant que</sup> comme

Président de la FNSER. Il n'y a aucune de ces expériences qui ne puissent se faire si on reste dans le cadre strict de la petite commune. Toutes les expériences que je connais, et qui ont réussi, elles s'appuient toujours sur une forme de coopération dans le cadre <sup>encore,</sup> d'un canton, ~~dans le cadre~~ ou de plusieurs cantons, ou ~~dans le cadre~~ de plusieurs villages, ou ~~dans le cadre~~ d'une petite ville centre avec les villages qui <sup>l'entourent</sup> sont ~~autour~~. Autrement dit, si on veut redonner la vie et contrarier ce mouvement de désertification, ~~il faut bien le dire~~ et certains secteurs certains secteurs de la FRANCE rurale, il faut ~~poussamment~~ organiser la coopération intercommunale dans le respect des élus, ~~dans le respect~~ du suffrage, et avec des règles <sup>qui sont</sup> établies, et qui sont bien établies. Chacun comprend bien, d'abord, parce que les villages, il faut des moyens. Si vous englobez la petite ville centre avec sa périphérie, C'est vrai que la petite ville centre, elle vit des villageois qui viennent régulièrement acheter, voir le médecin ou le pharmacien ou le dentiste, ou tel ou tel service, un tel ou tel fonctionnaire, c'est vrai ça, mais il n'y a aucune raison que évidemment les habitants de cette ville <sup>qui</sup> vivent non seulement sur les 10 000 habitants de la ville. Mais cela représente un centre commercial de 30 000 habitants, parce que l'on additionne tous les villages qui sont ~~tout~~ autour.. Mais pourquoi, ils ne contribueraient pas à améliorer la ville de ces villages et par conséquent une forme de coopération où serait concernée la petite ville où serait concerné le village. Et ~~puis~~ bien entendu, si on mettait en place ces organismes de coopération, il est essentiel qu'il y ait une politique nationale. Et c'est sur ce point, que je vais terminer. Quand on dit coopération et grand programme de coopération, il faut naturellement que ça s'accompagne d'une puissante politique d'aménagement du territoire. Il est essentiel

que l'état, la collectivité et la nation, ~~accordent~~ mettent des crédits également pour accélérer le mouvement, surtout en ce qui concerne la France rurale qui a besoin, ~~si vous voulez, d'une politique volontaire, d'être naturellement réanimée.~~ Vous voulez contrarier un mouvement naturel qui est en train de tout casser, Si vous voulez ~~le~~ contrarier par une politique volontaire, il faut naturellement qu'il y est un certain <sup>Certainement</sup> nombre de crédits. Pas des crédits saupoudrés comme ça un peu n'importe comment, <sup>Il faut</sup> Des crédits qui <sup>sont</sup> affectés pour des réalisations, <sup>c'est</sup> ~~ça qui me paraît essentiel.~~ Eh bien, Cette politique d'aménagement du territoire, <sup>constitue</sup> elle est le pendant, le complément, le prolongement de la politique de ~~la~~ décentralisation. La politique de décentralisation appelle cette politique d'aménagement du territoire. <sup>Quand</sup> comme vous voyez une carte comme celle-ci, avec cette évolution qui va s'inscrire dans les prochaines années sur une génération, ~~vous verrez les changements si on ne faisait rien,~~ il est clair qu'il faut une politique d'aménagement du territoire qui tienne compte de toutes ces données. Non seulement pour permettre ~~tout de même~~ aux ~~hommes~~ qui sont grissés, <sup>zones grises</sup> là de pouvoir respirer, <sup>de</sup> retrouver et de garder aussi un développement. <sup>toujours</sup> Si ce développement n'est pas <sup>importe</sup> apporté ~~naturellement~~ par l'EUROPE qui va ~~un peu tout~~ bousculer, ~~la~~ l'écologie des différents pays, ~~interne des différents pays~~, Il est absolument sur le plan économique, indispensable d'avoir <sup>une</sup> politiques de volontarisme, de compensation ou de diversification. Aménager la différence, aménager ce qui doit être complémentaire, voilà ce que l'on peut attendre d'une politique d'aménagement du territoire. Là, je crois vous avoir convaincu, ~~je~~ ne sais pas de la nécessité de la <sup>coopération</sup> coopération sur le plan des villes, de pouvoir d'agglomération et en ce qui concerne la France rurale, d'un pouvoir de secteur, alors il faut délimiter ce secteur. Chacun comprend au passage, je vais dire là, quelque chose là qui ne doit pas vous

surprendre mais c'est la politique qui a été décidée, et qui sera  
peut-être dure de mettre en place, que les cantons, il faudra bien  
qu'une réforme passe. <sup>Voyez</sup> l'extraordinaire poisonnement des cantons qui  
font 20-30 000 habitants, 50 000 habitants <sup>ou</sup> d'autres cantons qui  
comptent <sup>ou 300</sup> font 200 habitants. <sup>En</sup> pour la campagne électorale, <sup>dans</sup>  
un canton, <sup>il faut souvent</sup> qui consiste d'aller frapper à 80 ou <sup>100</sup> une centaine de  
portes. Chacun comprend bien que tout ça peut être aménagé. Et je  
dirais même que le mode de scrutin du conseil général a besoin aussi  
d'être aménagé. Que si on veut mettre le même jour ce que nous souhai-  
tons, ce que nous avons décidé, hein, On bouge les socialistes, il  
faut bouger. Et vous aussi, vous devez bouger, d'abord parce que  
vous êtes socialistes, républicains, rassemblés à la FNSER. Il  
faut aider ce mouvement, qu'on puisse voter le même jour <sup>eventuellement</sup> pour  
des élections municipales, départementales, régionales, <sup>au lieu de</sup> à voter  
Regardez quand même voter tous les 8 jours, j'exagère un petit peu, bien sûr, <sup>enfin voter le</sup>  
nombre de fois que nous avons voté depuis 1 an. Quand on dit qu'il y a des  
abstentions, Mais il y en a qui se fatiguent un petit peu. <sup>d'une certaine</sup>  
manière. Il est nécessaire de rassembler, et si on rassemble, Vous  
comprenez bien que pour une élection, on ne peut pas voter un dimanche  
et puis pour l'autre. il y aura deux dimanches d'après où on est  
obligé de revenir pour le deuxième tour. Ou bien tout est à deux tours,  
ou au contraire tout est à la proportionnelle, pour une certaine cohésion  
des systèmes. Et puis pour terminer, avant de vous donner quelques  
indications sur la politique, celle dont on parle à PARIS, ici nous  
sommes à VALENCE pour davantage parler de nos problèmes, ça c'est  
plus important, la coopération intercommunale. Tout à l'heure une  
discussion s'est engagée. J'ai entendu des réactions, quelqu'un qui a  
applaudit, <sup>encrant</sup> bravo, bravo; les autres, je ne sais pas ce qu'ils ont  
pensé. En tous les cas, c'est Rodolphe qui <sup>a</sup> lancé ce mouvement.

Moi, je ne pense pas qu'il puisse y avoir des problèmes entre le département et la région. <sup>Rodolphe</sup> c'est un très bon président du conseil général, qui n'a pas d'ennui avec <sup>la</sup> région. Mais il est vrai qu'il ne faut pas exagérer, mais c'est vrai tout de même, qu'il commence à y avoir un problème en FRANCE avec ~~tous~~ ces différents étages qui sont souhaitable partout d'ailleurs. ~~on retrouve ces étages~~, Alors, quelle est la différence entre nous et les autres pays européens, ceux avec qui nous allons être confrontés, et ~~en même temps~~ avoir un destin commun, même si manifestement, ils <sup>touvent</sup> ~~ont~~ des régions plus grandes, des régions fortes. Il y a des régions, <sup>avec ses</sup> Le Limousin, trois départements, 1 % du PNB, ne dites pas que (je mets en cause ainsi le limousin) <sup>ne peut rien apporter</sup> qu'est ce que vous voulez que ça apporte à <sup>à</sup> l'ensemble français. C'est sympathique, mais c'est trop petit, cela ne pèse pas suffisamment, la région! On ne s'amuse pas à faire des régions pour le plaisir de les faire; elles doivent par leur espace permettre aux élus de peser <sup>sur</sup> qui concerne la vie économique, <sup>sur</sup> l'aménagement du territoire. et pour peser pour cela cet aménagement territoire, il faut avoir une certaine surface, <sup>soit</sup> Dans l'état <sup>et</sup> il y a des choses, <sup>Il ne s'agit pas de</sup> avait une certaine force. Nos régions sont trop petites, <sup>ce n'est pas</sup> supprimer les départements, <sup>donc</sup> supprimer les régions. Le département reste un pas d'unité; on règle maintenant beaucoup de problèmes sociaux, beaucoup de problèmes administratifs. <sup>on y va facilement</sup> Autrefois, on les avait organisés de telle manière quand dans la journée, on pouvait aller à cheval au chef lieu <sup>puis,</sup> et rentrer à <sup>chez soi</sup> sa maison. Et maintenant fort heureusement on a la voiture, cela va beaucoup plus vite, c'est très bien, <sup>que</sup> mais on ne parlait toute une journée avec simplement au chef lieu, <sup>à présent</sup> des temps ont changé; alors on va beaucoup plus vite et c'est tant mieux. <sup>on va chacun se rendre compte</sup> qu'il y a un échelon quand même <sup>un échelon</sup> administratif; le département qui est indispensable, c'est

tout de même une unité ~~qui est~~ convenable. Où les choses ne vont pas, c'est lorsqu'il y a des régions qui coiffent deux départements, j'c'est notamment le cas de la mienne, ~~du Limousin~~ avec <sup>les</sup> trois départements, où ~~c'est le cas~~ des régions qui n'en ~~sont~~ pas où ~~elles~~ n'ont pas réussi à développer un sentiment régional vraiment prononcé, ~~bon sur ce plan là, nous proposons, cela ne se fera pas demain, j'avais à peine annoncer cette décision votée à l'unanimité par les socialistes.~~ Mr le 1er ministre justement disait, <sup>qu'</sup> il n'était pas du tout hostile, loin de là, avec le que ce n'est pas au programme du gouvernement pour demain. C'est pour après-demain, ~~est pour peut-être son gouvernement,~~ mais Je suis persuadé que sous le septennat de François MITTERRAND, des initiatives seront prises. En tous les cas, nous mettrons tout en oeuvre, <sup>réellement</sup> avec en liaison étroite avec le gouvernement pour que l'on puisse commencer <sup>à</sup> en discuter. Alors discutez-en, ça intéresse tout le monde, ça intéresse la presse, ça vous intéresse. Essayez de voir ~~que~~ ce que l'on pourrait faire, comment on pourra agrandir, comment on pourrait exactement, pour que la France <sup>soit divisée en</sup> ~~est de 10 à 12 régions.~~ Alors rentrez chez vous, prenez une carte de FRANCE et commencez à faire ce petit puzzle ~~qui~~ qui permettra à la France ~~avec ces 10-12 régions~~ d'être mieux administrée. Je crois que je vous en ai dit suffisamment, <sup>Pour revenir sur un problème d'actualité, je tiens à vous dire</sup> sauf peut-être pour ajouter, <sup>soit</sup> l'actualité, on fait des listes qui sont ~~des listes~~ et le relatif de la majorité présidentielle, <sup>qui</sup> vous le savez, mais ~~des listes aussi~~ qui sont le rassemblement de la gauche ~~vous le savez aussi~~, le parti socialiste a une stratégie; le parti est dans un axe à gauche. Alors, tous ceux qui réverraient de changement, <sup>pour</sup> je leur signale qu'il n'y en pas officiellement à l'intérieur du parti socialiste. Il y a peut-être qui sont là <sup>qui</sup> en rêvent.. Je leur dis: si vous voulez le <sup>parti</sup> socialiste <sup>prépondérant</sup>, et nous sommes et nous le sommes déjà, <sup>même à l'avenir</sup> (nous pouvons être davantage un parti socialiste qui dépasse les 30 %,) un parti socialiste qui ~~comme on dirait un parti sympathique~~

et depuis de longues années ~~i~~ est en tête du hit parade des formations politiques françaises. ~~c'est un parti qui~~ rester dans son axe et ~~c'est un parti qui a~~ le souci de l'espace qui est à gauche de ~~lui~~ et qui est à droite ~~de lui~~. ~~L'ouverture en permanence pendant le~~ <sup>sa</sup> ~~souci de l'ouverture.~~ Ceux qui sont à notre droite veulent participer à notre combat à la majorité présidentielle sont les bienvenus. C'est vrai, des radicaux de gauche, c'est vrai de l'association des démocrates, ~~c'est de telle ou telle nationalité~~, c'est vrai de tous les démocrates et républicains de progrès qui voudront venir avec nous. ~~des~~ 54 % de citoyens et de citoyennes qui ont voté pour François MITTERRAND, ont vocation pour soutenir nos listes. ~~et même ceux qui~~ ont oublié de voter pour François MITTERRAND, ~~ils ont vocation aussi~~ à venir nous rejoindre ~~et~~ tant que nous <sup>restons</sup> sommes la majorité de la FRANCE. Mais oui, et cette ouverture, il faut l'honorer, et nous l'honorons. Nous avions <sup>des problèmes</sup> à METZ - ils sont réglés. Nous avions des problèmes à AUXERRE - ils sont réglés. Cela n'a pas été facile; les socialistes ont dû <sup>lutter</sup> un peu, à METZ, à AUXERRE, c'est bien naturel. Mais les deux maires sont <sup>à présent</sup> membres du gouvernement, ~~ils font~~ partie de la majorité présidentielle. C'est clair, nos listes reflètent la majorité présidentielle. Vis-à-vis du parti communiste, vous le savez bien, si on se dit que ~~le parti communiste~~ est insupportable, ça va bien comme ça, de force de gauche, nous nous mesurons devant le corps électoral et ensuite c'est la règle du désistement. ~~Le parti~~ nous apporte toutes les élections, ~~et son électorat à des maires,~~ députés maires, par surcroit, <sup>est</sup> ~~Ils se disent: "dans la mairie là, ils sont~~ les plus forts, on va leur jouer un tour, faire une liste, leur prendre la mairie avec l'électorat de droite, cela va être vite réglé. Qui, mais ~~dites~~, la prochaine fois, comment ~~ils~~ feront <sup>ils</sup> pour être élus; il faut tout de même penser à ça, quand on est le parti prépondérant, quand on est en face d'un autre parti de gauche qui connaît l'affaiblissement

Le parti communiste a toujours l'impression qu'il est arrivé sur une sorte de côté où il se stabilise, et il essaie de lancer ~~une~~ une contre-attaque pour essayer d'échapper à ~~un~~ affaiblissement continu. Le parti socialiste grandit, le nombre de citoyens et de citoyennes qui votaient communiste et qui votent socialiste ~~et devenu très important~~ maintenant, et ça, c'est la règle de la démocratie. On se présente devant le suffrage, ~~il~~ le suffrage est maître du destin. Et c'est le suffrage, c'est-à-dire les citoyens et les citoyennes qui sur une plus longue période assurent le déclin des uns, la montée des autres, je le dis d'autant plus que le parti de ma jeunesse, le parti socialiste ~~ne~~ était dans la situation <sup>de</sup> parti minoritaire par rapport au parti communiste. Et je sais que certains socialistes ont eu la tentation de dire, qu'on en a marre de ce parti qui est le plus fort; nous, on va plus se désister au deuxième tour, on va faire une alliance contre nature avec la droite. ~~Cependant~~ C de prendre quelques mérites, mais qu'est ce qu'il s'est passé, le parti socialiste ~~ne~~ a perdu son âme, ~~d'avoir agi de cette sorte, ne rassemble plus son électorat traditionnel, on n'est plus capable de rassembler les cadres, les ingénieurs et les ouvriers, on ne rassemble plus ce qui sont les plus faibles, qui sont les plus déshérités, on devient le parti de ceux qui sont au pouvoir, mais pas des autres.~~ Hier, j'étais dans une section du 2ème arrondissement de PARIS, au café du croissant, qui avait été loué pour la circonstance. J'ai entendu une militante, qui avait d'ailleurs une voix extraordinaire; elle me disait bien oui que toutes ~~les~~ histoires entre les socialistes et les communistes, ~~ne débouchent en~~ vous ~~n'arrivez pas à vous entendre.~~ Pour nous, ce qui est important, c'est que l'on soit tous rassemblés, parce que nous ~~voudrions~~ ~~on voudrait~~ améliorer un petit peu notre situation ~~telle était postérieure~~, alors je crois même quand c'est difficile, il est essentiel et Vous pourrez compter sur le premier secrétaire du parti socialiste, qui au moins, ça doit

servir à quelque chose d'avoir eu un itinéraire, d'avoir eu pendant des années, lui permettant pendant des années des responsabilités, et par conséquent d'avoir pu analyser toutes ces situations. et Finalement, c'est toujours renouvelé mais c'est toujours la même chose, sauf que tout s'est inversé entre les socialistes et les communistes. <sup>Le parti est devenu minoritaire</sup> Communiste <sup>parti</sup> et s'est échappé à cette loi du désistement du second tour. Nous <sup>dire que</sup> avons entendu Georges MARCHAIS, <sup>dire mais pas au second tour, ça ne</sup> <sup>pourrait</sup> En vérité, il est <sup>peut pas aller de soi, comment cela ne va pas aller de soi, impossible</sup> <sup>du rassemblement</sup> pour un parti de gauche d'échapper à cette loi au second tour. e'est rassemblement, <sup>mais au premier tour, c'est difficile, 80 % des listes</sup> dans 80 % des villes, <sup>I</sup> les listes sont communes, ailleurs, <sup>ça était</sup> difficile voire impossible. Si on n'y arrive pas, le suffrage décidera. ce sont des listes du premier tour. Ce n'est pas au second tour qu'on se rassemble, c'est ça qui sera essentiel, et le suffrage nous <sup>pour savoir qui</sup> départagera! Comme cela on ne chipotera pas <sup>que</sup> est le plus fort, combien on représente, si on a droit à deux en plus, on a droit à deux en moins, très bien, Les électeurs et les électrices donneront leur jugement, leurs appréciations; plus on sera obligé de s'y soumettre, pour constituer et reconstituer les listes au deuxième tour puisqu'on ~~en~~ en a la possibilité. Mais si on veut gagner les sélections et plus tard, gagner les autres, et si on veut qu'il s'établisse un grand climat de confiance entre ceux qui votent pour nous, citoyens et citoyennes qui votent pour le parti socialiste, et le parti socialiste sûr sans doute de lui-même, mais pas dominateur, au point de ne pas respecter les règles <sup>et qui</sup> doit lorsqu'il a signé un accord l'appliquer et le faire appliquer, c'est le sens de la décision que nous avons prise hier vis-à-vis de quelques responsables qui n'avaient pas appliquer l'accord que unanimement nous avions décidé et de signer, Nous devons être un grand parti cohérent, discipliné, sûr de sa ligne, respectueux

des règles que nous <sup>établissons</sup> prenons ensemble et que nous devons par conséquent faire appliquer. Permettez-moi d'ajouter qu'ici ou là, il y a bien des problèmes qui se posent, que j'aurais pu aborder un certain nombre de sujets dont on parle à PARIS mais dont on doit parler aussi en province. ~~et pourtant de tous les sondages que j'ai lu, j'en ai lu au moins une trentaine, dans toutes les villes, on a fait des sondages, vous savez on finit par tout savoir, que PARIS est un village sur ce plan là.~~  
Le rapport gauche-droite, ~~il~~ ne bouge pratiquement pas, la côte ~~pas un point~~, la côte du président, vous voyez où elle est.

~~le premier ministre, le gouvernement, oui, et quand je vois ces sondages, je m'aperçois, je sais bien qu'un sondage <sup>ne représente pas</sup> c'est pas le vote des électeurs de bonne prise don, moi, le plus sondage ce sera le jour des élections, mais je vois que ça tient et ça faisait même mieux~~  
<sup>Nous devons faire en sorte</sup>  
~~d'obtenir que les gens se rassemblent ~~à~~ autour de nos listes et autour de nos maires. Il y aura des rassemblements pour conquérir des villes nouvelles, Je pense, en tout cas, Je le souhaite; c'est la situation d'aujourd'hui, <sup>que se passera-t-il</sup> ~~qui est qui sera~~ demain, le jour du scrutin, c'est à vous d'y répondre. Ne croyez pas trop aux sondages, soyez raisonnablement optimistes et mettez vous dans la bataille.....~~